



## Réforme du bac : comprendre le bing bang qui se prépare

Réforme du bac : comprendre le bing bang qui se prépare : Le bac est mort! Vive le bac! Ils sont bien cachés ceux qui, dans la communauté éducative, militent pour la conservation de l'examen tel qu'il existe aujourd'hui. Alors qu'une grande réforme du baccalauréat est en préparation au ministère de l'Éducation nationale et devrait être dévoilée en janvier prochain, des pistes commencent à être dévoilées. Les trois séries qui régissent le bac depuis des décennies devraient être supprimées au profit d'un bac à la carte qui comprendrait deux matières en tronc commun et deux ou trois options par élèves. Le contrôle continu devrait également faire son apparition alors qu'aujourd'hui seules les notes de l'examen terminal comptent dans la moyenne finale, au mépris des résultats obtenus au cours de l'année. Le contexte : La nécessité d'une réforme du bac et du lycée est revenue dans l'agenda ministériel à la faveur du fiasco Admission Post Bac (APB). Cet été des milliers de bacheliers se sont retrouvés sans offre d'intégration dans l'enseignement supérieur car les filières auxquelles ils avaient postulé étaient saturées, alors même que pour certains d'entre eux, ils avaient d'excellents résultats scolaires. A la lumière de ce cafouillage, le gouvernement s'est saisie de la question et a présenté fin octobre, son plan Etudiant, qui réforme l'accès à l'université. Mesure emblématique : la transformation d'APB, en Parcoursup, dont les règles ont été profondément remaniées. Mais la réforme de l'accès au supérieur n'était que la première étape de la mutation globale que le gouvernement veut initier. Et cette métamorphose commence au lycée. Pour comprendre où le ministère veut en venir avec cette réforme, il faut d'abord démêler ce qu'il reproche au système actuel. Autopsie d'un bac et d'un lycée désormais jugés obsolète pour garantir le succès des futurs étudiants. Sur la forme : un examen coûteux et lourd Le bac français est un examen atypique à l'échelle européenne. D'abord, son coût réel est exorbitant. En 2013, une étude réalisée par le principal syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN, évaluait l'organisation de l'examen à 1,5 milliard d'euros par an, soit 30 fois l'estimation de l'Éducation nationale. L'originalité du calcul est qu'il prend en compte le coût des trois semaines d'enseignement perdues chaque année pour l'ensemble des lycées, ce qui représente 8 % de l'année scolaire. L'organisation du bac raccourcit le temps scolaire en phagocytant le mois de juin, dans un système où les heures de cours sont déjà trop concentrées dans l'année, selon l'OCDE. Ensuite, le nombre de matières examinées par les élèves est pléthorique. Un lycéen français passe en moyenne 12 épreuves pour obtenir son bac, et jusqu'à 17 pour certains élèves bardés d'options. C'est deux fois plus élevé que la moyenne de nos voisins européens, d'où l'idée de recentrer le bac sur des matières essentielles, pour sa nouvelle formule. Avancer les épreuves à Pâques. Chacun s'accorde à dire que le bac ne fonctionne plus : le bac scientifique est devenu le super bac généraliste prestigieux des filières générales, au détriment des autres sections - économiques et littéraires. A tel point que les parents interrogés dans le sondage BVA sont seulement 32 % à considérer que leurs enfants s'orientent selon leurs souhaits. 75 % d'entre eux constatent que leur adolescent choisit sa filière en fonction de l'image qu'elle renvoie et de ses résultats scolaires. Finalement, le choix d'une section reflète avant tout le niveau global de l'élève et prend très peu en compte son orientation post-bac. Résultats, seulement 54 % des parents considèrent finalement que le BAC est un moyen de garantir une aptitude à mener avec succès des études supérieures. Ils sont donc favorables à une approche mixte : un bac composé d'un examen dont certaines épreuves seraient remplacées par le contrôle continu et d'un lycée modulaire, qui permettrait aux étudiants de se pré-spécialiser. Cela favoriserait le "développement des compétences, et non uniquement les connaissances", plaide Eric Charbonnier, analyste à la Direction de l'Éducation de l'OCDE. Ce bac à la carte permettrait également aux étudiants de construire leurs parcours en cohérence avec "les attendus" qui vont être instaurés pour chaque filière universitaire (NDRL : ces attendus facultatifs seront définis par les universités et pourront conditionner l'acceptation d'un étudiant dans une licence, si l'établissement considère qu'il a besoin par exemple d'une remise à niveau). Enfin l'absence de contrôle continu dans la moyenne du bac et le calendrier tardif des examens (juin), font que les notes obtenues au baccalauréat ne sont pas prises en compte par les établissements du supérieur

quand ils veulent recruter leurs futurs étudiants. Conséquence : l'examen qui avait été pensé comme le premier diplôme du supérieur s'est transformé en simple rite de passage. Le ministère de l'Education national réfléchit donc à avancer certaines épreuves aux vacances de Pâques. Une initiative qui pourrait enfin "redonner du sens au bac", comme le souhaite Jean-Michel Blanquer.